

Je sais que c'est un homme de grande capacité et intégrité; mais je ne le savais pas persuasif au point d'inoculer à tous les Canadiens le découragement qui balaie actuellement le pays. Et pourtant le ministre de la Main-d'œuvre a absolument raison au sujet de la dépression psychologique. Depuis que je suis Canadien, il n'y a jamais eu de période où les gens ont été aussi peu encouragés à se lancer dans des entreprises commerciales. Le chef de l'opposition n'est pas responsable de ce profond découragement. Le ministre de la Main-d'œuvre n'a pas dit à quel point les impôts ont augmenté depuis 1968. Cela n'a aucunement contribué au découragement des Canadiens, oh non! Le Canadien à revenu moyen est terrifié de l'avenir qui l'attend. Il ne veut même plus regarder son chèque de paie. Je parle des gens qui gagnent entre \$10,000 et \$20,000 par an et qui constituent une bonne partie de la population canadienne. Ce sont eux qui développent et créent au niveau privé et individuel.

Les impôts frappant ces gens ont été augmentés et le seront encore, car les allocations familiales seront supprimées pour ceux qui gagnent plus de \$10,000. C'est une perte appréciable pour le père de cinq ou six enfants. Pour lui, les allocations familiales signifient un revenu d'environ \$500 par année. En réalité, il s'agit, compte tenu du régime fiscal, d'un revenu gagné d'environ \$1,000 par année. Pour l'intéressé, tel est le montant de la perte et telle est la majoration de l'impôt.

De nouveau, le ministre du Travail n'a pas mentionné les propositions de réforme fiscale. Nous ne saurons jamais quel a été l'effet du Livre blanc sur l'esprit d'initiative des Canadiens, surtout des hommes d'affaires. Nous ne saurons jamais non plus quel en a été l'effet sur les petits épargnants qui veulent placer \$500 sur le marché des valeurs. Je parle de ceux qui veulent avoir leur propre maison et espèrent pouvoir économiser à cette fin. Le Livre blanc a eu pour effet de les décourager. Il a été préjudiciable au moral des Canadiens, car il cherche à révolutionner notre régime social par la voie des impôts.

Les mises en chantier de maisons ont diminué. L'industrie de la construction domiciliaire joue un rôle important dans notre économie. J'ignore quel terme employer; on peut dire, je pense, que cette industrie y joue le rôle d'un multiplicateur d'importance. La construction domiciliaire était un catalyseur pour d'autres activités.

Considérons un instant toutes les influences susceptibles de décourager les Canadiens actuellement. Je ne suis pas économiste; je ne suis qu'un Canadien moyen qui essaie d'apprécier ce qui se passe au Canada. Le chômage a considérablement ralenti l'économie. Je me reporterai à des statistiques que je n'ai pas encore entendu citer à la Chambre, et je crois pouvoir prendre une minute à cette fin. Par exemple, en décembre 1970, 124,000 personnes ont été sans emploi pendant moins d'un mois. Je ne parlerai pas de celles qui étaient temporairement en chômage. En examinant les statistiques, on constate, sauf erreur, que 43,000 étaient temporairement sans emploi. On ne les classe pas parmi les chômeurs. Elles balvaient

[M. Lundrigan.]

qu'elles seront rappelées au travail dans à peu près une semaine et que leur situation s'améliorera. Présumons que les 124,000 personnes sans emploi auraient pu, au cours du mois, gagner \$500 chacune. Pour l'économie, leur manque à gagner représente une perte de 72 millions de dollars.

En décembre 1970, environ 203,000 personnes chômaient depuis un, deux ou trois mois, contre 149,000 durant le mois de décembre précédent. En supposant que ces gens aient gagné \$1,000 chacun au cours de cette période, on voit que l'économie a subi une perte directe d'environ 203 millions de dollars. Durant ce même mois, 84,000 Canadiens, contre 49,000 durant le mois de décembre précédent, chômaient depuis quatre à six mois. Si chacun d'eux avait gagné \$1,500 durant ce temps, supposition pas très généreuse à leur égard je le conçois, nous constatons que l'économie a perdu de ce fait 126 millions de dollars. Durant le même mois de décembre 1970, on comptait 84,000 Canadiens sans travail depuis plus de six mois. En supposant qu'ils aient gagné en moyenne \$3,000 chacun, ce manque à gagner représente une perte de 252 millions de dollars pour l'économie. Environ 46,000 Canadiens avaient chômé durant la même période de l'année précédente. Ces pertes pour l'économie sont tout le contraire d'un stimulant. Nous avons perdu environ un demi-milliard de dollars en raison des pertes attribuables à ces groupes de chômeurs. Ce sont là des chiffres que l'on peut isoler, je le sais, commenter et critiquer.

Il s'agit actuellement de 538,000 chômeurs. Calculons, monsieur l'Orateur, le manque à gagner de ces 538,000 personnes au cours de leurs trois mois de chômage et nous aurons une idée de l'ampleur du ralentissement de notre économie. Il ne s'agit pas seulement ici de l'effet du chômage sur les intéressés et sur l'aspect productif de leur travail; il ne s'agit pas seulement du grave affaiblissement de la productivité canadienne ni de l'aide considérable en espèces qu'il faut assurer aux chômeurs. Il ne s'agit pas de cela.

Le ministre des Finances (M. Benson) a pris plaisir à examiner isolément nos propositions. Le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas) nous a appuyés à fond. Il approuve notre prise de position. Nous avons recommandé une augmentation immédiate des prestations en faveur des gens qui y ont droit, d'après les règlements de l'assurance-chômage, pour leur permettre de subsister. Nous avons recommandé la création d'un ministère du chômage. Nous avons recommandé l'abaissement des impôts et la suppression de la surtaxe de 3 p. 100. Le maintien de cette surtaxe équivaut à une augmentation d'impôt. Nous avons recommandé l'abrogation de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction et une réduction des impôts directs sur le revenu des particuliers. Le ministre des Finances a dit aujourd'hui que si le gouvernement supprimait cette taxe et écoutait nos autres propositions, il perdrait près d'un million de dollars de recettes fiscales et que les provinces en ressentiraient l'effet. Qui croit-il tromper? Nous le savons plus intelligent que cela. Essaie-t-il de tromper la Chambre et le peuple?